

## CONJONCTURE ECONOMIQUE

# Synthèse annuelle 2024

Une année de tous les défis

La conjoncture économique à Mayotte en 2024 est marquée par de multiples chocs exogènes et leurs conséquences néfastes et directes sur l'activité économique.

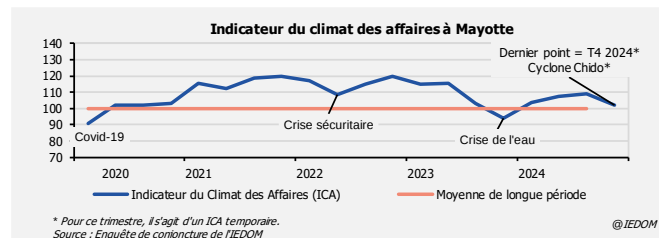
Les barrages survenus dès le début de l'année ont enrayé la dynamique économique de l'île tandis que le cyclone Chido, survenu en fin d'année, semble avoir durablement impacté le tissu économique du territoire. Tous les secteurs d'activité sont concernés. La confiance des chefs d'entreprise s'affiche en conséquence à la baisse. L'indice du climat des affaires s'établit à 101,9 points, très en deçà des tendances observées au cours des trois dernières années.

Dans ce contexte, malgré une inflation proche de la cible de 2 % de la Banque centrale européenne, la consommation des ménages connaît un fléchissement inédit dans l'histoire récente de Mayotte.

Pour l'heure, les perspectives 2025 sont empreintes d'une très grande incertitude.

## Une conjoncture économique perturbée

### Un climat des affaires marqué par des chocs à répétition



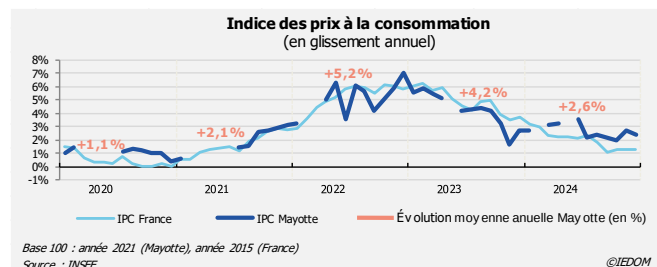
Après le durcissement de la crise de l'eau fin 2023, le début d'année 2024 a été de nouveau perturbé, cette fois par deux mois et demi de blocage du département. L'activité économique a connu un repli, impactant le moral des chefs d'entreprise. Toutefois, bien que timide et parcellaire, la reprise s'est amorcée rapidement à la levée des barrages.

Le passage du cyclone Chido a enrayé cette reprise, touchant l'ensemble des secteurs d'activité. Toutes les entreprises interrogées ont subi des dégâts matériels affectant les outils de production, les surfaces de vente, les locaux, les véhicules professionnels, etc. L'incertitude s'est instantanément installée chez les chefs d'entreprise dont les perspectives d'activité sont désormais très incertaines. En conséquence, l'ICA a considérablement fléchi au quatrième trimestre, se positionnant à 101,9 points (ICA estimé et temporaire). Si le BTP pourrait bénéficier de la reconstruction du territoire, certains secteurs tels que les services demeurent dans une situation préoccupante.

Ainsi, l'Indicateur du climat des affaires (ICA), s'il est positionné à un niveau inférieur à celui des 3 dernières années, est resté au-dessus de sa moyenne de longue période, culminant à 109 points au plus haut sur l'année.

De ce fait, le niveau d'activité enregistré au milieu de l'exercice laissait entrevoir quelques signes positifs pour la fin de l'année. Les carnets de commandes étaient bien garnis et les prévisions d'activité pour la fin de l'année optimistes, malgré des délais de paiement longs et des trésoreries toujours dégradées.

### Une inflation qui se rapproche des 2 % l'an



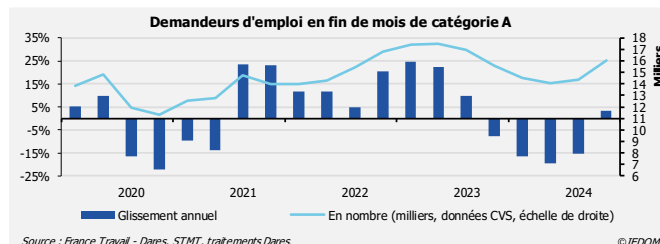
En 2024, l'inflation continue de ralentir, mais se positionne à un niveau supérieur au national quasiment toute l'année. En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 2,6 % (après +4,2 % en 2023), contre +2,1 % pour la France entière (après +4,9 % en 2023).

Au deuxième semestre, l'inflation se maintient au-dessus de 2 % à Mayotte, avec un pic à +2,7 % en novembre. En parallèle, la hausse des prix passe sous la barre des 2 %

au niveau national, atteignant même un plus bas niveau à +1,1 % en septembre.

En moyenne annuelle, la décélération de l'inflation est imputable à tous les grands postes exceptés les produits manufacturés (+1 % sur l'année, contre +0,8 % en 2023). Le ralentissement est le plus marqué pour les prix des produits alimentaires qui augmentent de +3,2 % en 2024, (après +8,4 % en 2023), suivis des prix de l'énergie (+6,5 %, après +7,4 % en 2023) et de ceux des services (+2,3 %, après +2,9 % en 2023).

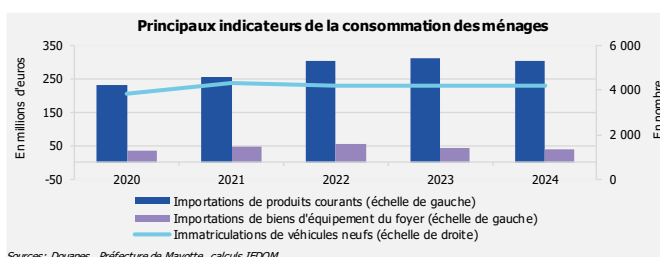
## Une difficile évaluation de la situation du marché du travail mahorais



Au 31 décembre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) progresse de 3,3 %. Cette hausse est principalement due aux hommes (+13,9 %), une baisse de 1,7 % étant à l'inverse enregistrée pour les femmes. D'un point de vue générationnel, les moins de 25 ans enregistrent une hausse significative (+20 %) et les personnes de plus de 50 ans augmentent plus modérément (+2 %). En revanche, les 25-49 ans affichent un repli (-1,1 %).

Ces données pourraient laisser penser à une dégradation du marché du travail. Toutefois, leur interprétation se doit d'être nuancée. Tout au long de l'année, une baisse du nombre de demandeurs d'emploi a été observée. En effet, compte tenu des blocages survenus au premier trimestre et des épisodes d'insécurité qui ont touché le territoire, de nombreuses personnes n'ont pas pu faire les démarches nécessaires pour s'enregistrer. Ainsi cette hausse en fin d'année pourrait traduire un effet de rattrapage. En outre, la mesure du marché du travail mahorais demeure toujours délicate.

## La consommation des ménages en recul

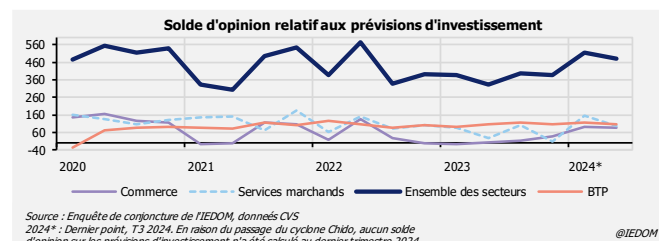


Sur l'année 2024, les indicateurs de la consommation des ménages fluctuent selon les trimestres, avec une orientation générale à la baisse comparativement à 2023.

Les importations de produits courants sont en recul pour la première fois en plus de quinze ans (-2,6 %), marqueur d'une année perturbée par des crises d'une ampleur exceptionnelle (blocages au premier trimestre, cyclone Chido au dernier...). Les importations de biens

d'équipement continuent de baisser en 2024 (-3,2 %, après -21,3 % en 2023). Les immatriculations de véhicules neufs progressent légèrement (+0,6 %). L'encours des crédits à la consommation stagne (+0,3 %) après une croissance marquée les années précédentes (+13,2 % en 2023, +10,8 % en 2022, +9,2 % en 2021).

## Des prévisions d'investissement difficiles à évaluer



L'encours global des crédits octroyés aux entreprises s'élève à 774,8 millions d'euros, soit une hausse de 13,7 % sur un an (+8 % en 2023). L'encours des crédits d'investissement, qui représente 53,1 % de l'encours total, croît de 22,4 % (après +14,6 % en 2023).

En revanche, l'encours des crédits immobiliers enregistre un recul de 0,6 % (après +11,6 % en 2023).

Les importations de biens destinés aux entreprises sont en recul. Les biens d'équipement professionnels diminuent de 18,6 % (-13,3 % en 2023) et les biens intermédiaires de 7,7 % (après -5,6 % en 2023).

Ces données pouvaient laisser entrevoir une année 2025 prometteuse en termes d'investissement en raison d'un éventuel effet de rattrapage lié au blocage. En effet, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise étaient optimistes sur l'ensemble de l'année, portées notamment par le secteur du BTP.

Cependant, l'évolution incertaine de l'activité économique suite à Chido ne permet pas d'avoir une vision claire à moyen-terme. La reconstruction nécessaire pourrait, sous certaines conditions, relancer l'investissement des entreprises.

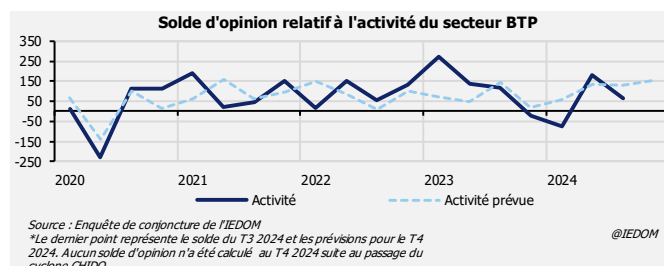
## Chute historique du niveau d'importations

Déjà moins dynamiques en 2023 (+1,3 % après +21,2 % en 2022 et +21,7 % en 2021), les importations reculent de 19,2 % en valeur en 2024. Depuis 2011, c'est la première fois que le niveau des importations affiche une tendance à la baisse sur un an. Comme pour la consommation des ménages, les crises du premier et du quatrième trimestre en sont les principales causes.

Les exportations augmentent de 4 % cette année (+13,5 % en 2023). Elles demeurent toutefois très faibles au regard des importations, le taux de couverture des échanges extérieurs s'élevant à 1,5 %. La balance commerciale continue d'être déficitaire, à hauteur d'un peu plus de 855 millions d'euros sur l'année (déficit en baisse de 19,4 %, soit dans les mêmes proportions que la baisse des importations).

## L'activité des principaux secteurs compromise par Chido malgré des prévisions prometteuses

### Le BTP préserve son niveau d'activité malgré les crises



En 2024, si le dynamisme dans le BTP semble être entravé par un début d'année compliqué, une relance de l'activité est rapidement observée. Les professionnels continuent de constater un volume d'activité conséquent, avec un niveau de carnets de commandes et d'effectifs élevé. En revanche, les délais de paiement et les niveaux de trésorerie dégradés demeurent la principale préoccupation des chefs d'entreprise.

Sur l'année, l'encours des crédits immobiliers aux entreprises recule de 0,6 %. L'encours des crédits à l'habitat aux ménages progresse quant à lui de 2,1 % (après +7,4 % en 2023).

Si le passage du cyclone Chido a mis à mal les anticipations en termes d'activité pour l'année 2025, les professionnels du secteur pourraient bénéficier des travaux de reconstruction. En effet, l'enquête auprès des chefs d'entreprise réalisée après le cyclone démontre que les entreprises de ce secteur sont les seules à s'attendre à une hausse de leur activité dans les mois à venir. Il est probable que les changements dans les modalités d'octroi des marchés publics<sup>1</sup> contribuent à accélérer les mises en chantier et ainsi soutenir la relance dans le secteur.

Les encours des risques dans le secteur semblent confirmer cette tendance avec une augmentation de 28,9 % en 2024, portée par les crédits de moyen et long-terme.

### Une activité commerciale en berne

L'activité commerciale s'est révélée en deçà des attentes des chefs d'entreprise en 2024. La succession des différentes crises a en effet perturbé la fréquentation des commerces. Les soldes d'opinion relatifs à l'activité sont restés sous la moyenne de longue période sur les trois premiers trimestres de l'année.

Si aucun solde d'opinion n'a été établi pour le quatrième trimestre du fait des difficultés à le calculer suite au cyclone Chido, il est probable que les niveaux anticipés, qui allaient dans le sens d'une légère amélioration pour la fin d'année, n'aient pas été atteints.

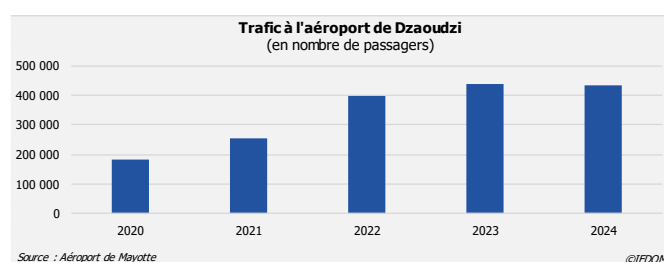
Sur l'année, les encours des risques enregistrés font état d'une baisse de 8,7 %.

Les maître-mots de cette année pour les professionnels du commerce furent la diminution des effectifs, la dégradation des délais de paiement et des trésoreries.

### Un niveau d'activité en recul pour les services marchands

Au cours du premier semestre 2024, l'activité dans les services marchands n'a montré aucune amélioration, avec des carnets de commandes irréguliers. Bien que les délais de paiement se soient améliorés, les niveaux de trésoreries sont restés faibles. Les prix pratiqués ont continué d'augmenter. En revanche, au troisième trimestre, le secteur a enregistré une reprise après près d'un an de détérioration. Toutefois, Chido a interrompu cet élan et il demeure, à ce jour, précoce d'établir des prévisions d'activité à court terme.

### Le secteur touristique mis à mal par Chido



En 2024, 432 714 passagers sont passés à l'aéroport de Mayotte, un nombre en légère baisse par rapport à 2023 (-0,9 %). Le nombre de vols évolue dans le même sens (-1,6 %).

La majorité des structures touristiques sont fermées, totalement ou partiellement, suite au cyclone Chido, et celles qui sont ouvertes fonctionnent en mode dégradé pour la plupart. Dans le détail, 51 % de la flotte nautique sont inutilisables, 45 % des hôtels sont fermés (et une partie de ceux ouverts sont réquisitionnés pour loger les secouristes). Les professionnels du tourisme estiment qu'il faudra environ 6 mois pour retrouver une pleine activité.

<sup>1</sup> Pour plus d'informations, voir : <https://www.economie.gouv.fr/daj/adaptations-et-derogations-temporaires-en-matiere-de-commande-publique-prevues-par-la-loi>

## Une croissance continue de l'activité bancaire

### La collecte de dépôts est en progression

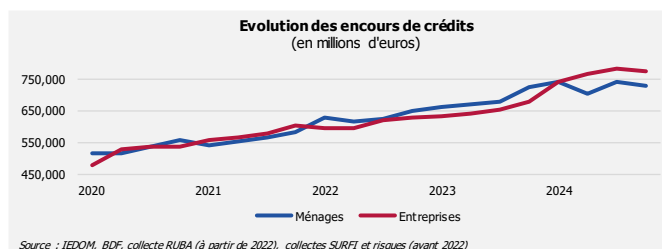
Sur l'année, la collecte globale de dépôts par les établissements de crédit, qu'ils soient installés à Mayotte ou ailleurs continue de progresser (+14,5 % après +12,5 % en 2023). Ainsi, les actifs financiers détenus par les sociétés et les ménages s'élèvent à 1,2 milliard d'euros.

Les dépôts à vue, qui représentent 56,6 % de la collecte globale, soit 683,2 millions d'euros, progressent de 18,4 %. L'épargne à long terme poursuit également sa croissance (+12,1 % après +11,5 % en 2023 et +9,4 % en 2022) pour s'établir à 145,3 millions d'euros.

La collecte des ménages, représentant 50,6 % des actifs financiers (-8 points comparé à 2023), enregistre une légère baisse de 0,8 % (+13,4 % en 2023). L'augmentation des dépôts à vue chez les ménages (+11,3 %) permet de contenir ce recul lié à la diminution des placements de court terme et de l'épargne à long terme (respectivement de -9,1 % et de -1,7 %). La collecte des entreprises connaît quant à elle une augmentation significative (+41,1 % contre 9,5 % en 2023). Cette augmentation pourrait être liée à un report d'investissement compte tenu du contexte incertain. Une forme d'attentisme de la part des chefs d'entreprise est évoquée par ces derniers en espérant un retour à une situation plus favorable.

À fin 2024, les établissements de crédits installés localement (EBIL) concentrent 68 % de l'encours de crédit et 70,1 % de l'encours des dépôts.

### La croissance des crédits portée par les entreprises



La faible augmentation de l'encours des crédits aux ménages s'explique par la stagnation des crédits à la

consommation (+0,3 %). La croissance des crédits à l'habitat tire les encours de crédits aux ménages malgré sa décélération (+2,1 % en 2024 contre +8,2 % en 2023).

L'accompagnement financier des entreprises se poursuit. Les encours de crédits d'exploitation et de crédits de trésorerie bondissent entre fin 2023 et fin 2024 (respectivement +36 % et +31,4 %), suivis par des crédits d'investissement qui progressent nettement (+22,4 %). Les crédits immobiliers se contractent légèrement (-0,6 %), à contre-courant des dernières années (+11,6 % en 2023 et +14 % en 2022).

### Une sinistralité en hausse

En décembre 2024, le taux de créances douteuses s'établit à 6,5 %, soit 2,3 points au-dessus du niveau de 2023. L'encours brut s'élève à 133,7 millions d'euros, soit une hausse de 65,8 % sur un an.

### Les tarifs bancaires se rapprochent de ceux de l'Hexagone

Après une année 2023 marquée par une tendance haussière des tarifs bancaires, 2024 enregistre un resserrement des écarts avec le reste de la France.

Sur la période allant d'avril 2023 à avril 2024 à Mayotte, sur 14 tarifs bancaires différents, six sont en moyenne inférieurs aux tarifs hexagonaux, un est équivalent et sept sont supérieurs. Concernant l'évolution de ces tarifs sur cette période dans le 101<sup>e</sup> département, huit ont baissé ou sont restés gratuits quand six ont augmenté.

### Une utilisation toujours forte des espèces

Entre 2023 et 2024, les établissements bancaires installés localement ont enregistré une baisse du nombre de cartes en circulation, passant de 161 244 à 140 728, soit -12,7 %. Cela traduit une attention accrue quant à la distribution de ces dernières.

En parallèle, l'utilisation des espèces ne faiblit pas, l'IEDOM ayant émis 28 140 000 billets sur l'année. L'émission nette cumulée par habitant s'élève à 7 420 € en 2024 (+7,1 % en ga). Le nombre de DAB/GAB, 80 sur l'ensemble du territoire, est en légère augmentation.

## 2025 : l'opportunité de reconstruire Mayotte autrement

Le passage du cyclone Chido a porté un coup dévastateur à l'économie du territoire, déjà affectée par un certain nombre de handicaps structurels (insécurité chronique, crise de l'eau, déficit d'attractivité, absence de foncier, manque d'infrastructures, vie chère...). Pourtant, malgré les multiples chocs auxquels est exposée l'île depuis plusieurs années, l'ensemble des chefs d'entreprise et des acteurs économiques s'accordent à affirmer que Mayotte ne souffre pas d'un manque d'activité, situation qui s'explique principalement par la politique de rattrapage mise en œuvre dans le département. Le secteur public est en effet le premier pourvoyeur d'activité à Mayotte.

La fin de l'année 2024 présageait de bonnes perspectives d'activité pour 2025. Cependant, la catastrophe naturelle rend difficile la concrétisation de ces anticipations dans

la majorité des secteurs, et empêche quasiment toute formulation de prévisions pour les mois à venir.

L'année 2025 doit s'inscrire sous le signe de la reconstruction du territoire. À cette fin, l'accompagnement des entreprises locales, notamment des TPE-PME, est plus que nécessaire pour limiter autant que possible les défaillances. La commande publique, déjà source d'une part importante de l'activité économique sur le territoire, devra continuer à jouer son effet d'entraînement. L'adaptation des règles encadrant les marchés publics pourrait contribuer à soutenir cette démarche. L'accompagnement des établissements de crédit apparaît également indispensable. Ces derniers, au-delà de leur rôle habituel, serviront de relais pour le déploiement de certaines mesures gouvernementales en faveur de la reconstruction (PGE, PTZ...).

Outre l'urgence de la reconstruction et du redressement du territoire, le défi majeur pour Mayotte réside dans le fait que ce programme s'inscrive dans une perspective de développement économique durable et soutenable. La concrétisation de cette ambition passera, entre autres,

par un accompagnement renforcé des entreprises et la réalisation de projets structurants tout en tenant compte des impératifs écologiques et des spécificités du territoire (superficie, climat, biodiversité...).

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : Florence MAR-PICART ■ Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF

Rédaction : A. CAMPS BRES, N. OUMOURI